

Communiqué du Conseil d'Etat

15 juin 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Réception en l'honneur de M. Kassym-Jomart Tokayev, nouveau directeur de l'Office des Nations Unies à Genève.....	4
Solidarité internationale : soutien à l'Académie de droit international humanitaire et des droits humains	4
Genève	5
Adoption des plans directeurs communaux d'Aire-la-Ville et de Jussy	5
Règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux.....	6
Rapport sur la gestion de l'Aéroport international de Genève	6
Approbation du budget 2011 et des comptes 2010 des cliniques de Joli-Mont et de Montana	7
Indexation des tarifs pour les travaux effectués par les maîtres ramoneurs officiels	7
Soutien financier au Théâtre du Grütli et à l'association sturmfrei	7
Intégration : financement de cours de langue albanaise	8
Grand-Saconnex : l'initiative communale « Petite enfance : pour couvrir les besoins des familles » n'a pas abouti.....	8
Agenda des invitations à la presse	9

Genève internationale

Réception en l'honneur de M. Kassym-Jomart Tokayev, nouveau directeur de l'Office des Nations Unies à Genève

Le Conseil d'Etat a donné ce mercredi 15 juin un déjeuner en l'honneur de M. **Kassym-Jomart Tokayev**, suite à sa nomination en qualité de directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève le 11 mars dernier (voir [communiqué du 17 mars 2011](#)).

Cette rencontre a été l'occasion d'évoquer divers enjeux liés à la Genève internationale et de réaffirmer l'attachement du gouvernement à la présence des nombreuses agences onusiennes sur le sol cantonal.



Solidarité internationale : soutien à l'Académie de droit international humanitaire et des droits humains

Le Conseil d'Etat accordé pour l'année 2011 un soutien de 135'000 francs à l'Académie de droit international humanitaire et des droits humains (ADH) de l'Université de Genève. L'ADH a pour mandat de fournir un enseignement de haut niveau académique, de conduire et de promouvoir la recherche juridique, d'organiser des cours de formation continue et des réunions d'experts et de fournir une expertise juridique dans toutes les branches du droit international relatif aux situations de conflits armés.

Ce soutien permettra à neuf étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés d'acquérir des connaissances approfondies, notamment dans les branches du droit international telles que le droit international humanitaire, le droit international relatif au recours à la force et au maintien de la paix, le droit international des droits de l'homme, le droit international pénal et le droit des réfugiés.

Pour toute information complémentaire : M. Fernando Colella, chargé de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 45.

Adoption des plans directeurs communaux d'Aire-la-Ville et de Jussy

Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur communal et le plan directeur des chemins pour piétons d'Aire-la-Ville.

Elaboré avec la participation des Aérien-ne-s, le plan directeur traite notamment de la revitalisation paysagère du Nant de Goy, de l'aménagement des rues du village (Vieux-Four et Moulin-de-Vert) et des berges du Rhône. Il propose également la création d'une place du village, en complétant les équipements et espaces publics du centre, ainsi que le développement du secteur « Vernaz » pour la création de nouveaux emplois dans la commune.



Le plan directeur des chemins pour piétons prévoit, quant à lui, la réalisation de nouvelles infrastructures telles qu'un maillage fin des cheminements et de nouveaux accès. Ces mesures offriront à la population une meilleure liaison pédestre entre les quartiers de la commune et assureront aux randonneurs la continuité du réseau piétonnier villageois aux parcours de promenades.



Le gouvernement a également approuvé le plan directeur de la commune de Jussy. Les mesures qui ont été définies permettent de sauvegarder et de mettre en valeur l'identité, la vocation agricole et le patrimoine de Jussy.

Les options du plan directeur communal prévoient notamment le développement de la zone de développement 4B protégée existante (zone rurale applicable aux villages et aux hameaux, destinée principalement aux maisons d'habitation et à des activités ne générant pas de nuisances), le maintien des hameaux et mas en zone agricole à l'instar du hameau Jussy-le-Château, la continuation de l'activité agricole pour les grands domaines et la mise en valeur des patrimoines. Il est aussi envisagé de procéder à la renaturation du cours d'eau du Chamboton et à la restauration de son cordon boisé. Un centre agroforestier sera créé. Il est aussi question d'assurer une meilleure organisation, signalisation et traçage des parkings publics, principalement aux abords et à l'intérieur des Bois de Jussy.

Peu bâtie, la commune est en revanche riche en patrimoine architectural et naturel, puisqu'elle compte trois bâtiments classés et trente-et-un objets inscrits à l'inventaire, parmi lesquels les deux grands domaines de La Gara et du Château du Crest, douze jardins historiques, un site de reproduction des batraciens d'importance nationale et trois étangs possédant le statut de réserve biologique forestière.

Avec leurs plans directeurs communaux, Aire-la-Ville et Jussy se dotent d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs les concernant. Enfin, l'approbation du plan directeur des chemins pour piétons d'Aire-la-Ville permet de répondre à la législation qui confie aux communes la responsabilité de l'élaboration d'un tel plan.

Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, planification directrice localisée et mise en œuvre des grands projets, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 74.

Règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux

Le Conseil d'Etat a adopté ce jour le nouveau règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux.

A la suite des changements apportés à la [loi fédérale sur la protection des animaux du 16 décembre 2005 \(LPA\)](#) et à son [ordonnance du 23 avril 2008 \(OPAn\)](#), notamment au niveau du bien-être et de la dignité des animaux, de la manière de les détenir et de la formation des personnes s'occupant de ces derniers, le canton de Genève a effectué une refonte complète du règlement d'application de cette loi fédérale.

Cette refonte était d'autant plus nécessaire que l'[ancien règlement d'application](#) datait du 14 juillet 1982. Vieux de plus de vingt-huit ans, ce texte législatif n'était plus adapté à la réalité du terrain, ni compatible avec les nouvelles dispositions fédérales dans le domaine de la protection des animaux. Celles-ci sont aujourd'hui bien plus précises et exigeantes et réglementent de manière exhaustive de nombreux domaines laissés auparavant à la discrétion des cantons.

Ce nouveau règlement permet également au canton de Genève de définir avec plus de clarté le rôle attribué à la commission cantonale pour la protection des animaux.

Enfin, conformément au droit fédéral, une commission cantonale pour l'expérimentation animale indépendante des autorités sanitaires a été instituée.

*Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Seitert, vétérinaire cantonal, DARES,
☎ 022 546 56 00.*

Rapport sur la gestion de l'Aéroport international de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil son rapport sur la gestion de l'Aéroport international de Genève (AIG) pour l'exercice 2010. Le rapport de gestion aborde les principaux axes de l'activité de l'AIG durant l'année 2010.

Après un léger recul du nombre de passagers en 2009 en raison de la crise économique mondiale, l'AIG a renoué en 2010 avec une hausse qualitative de ses résultats. Ainsi, malgré la fermeture de l'espace aérien européen pendant quatre jours en avril en raison d'un nuage de cendres volcaniques et des importantes difficultés rencontrées par d'autres aéroports du continent en décembre en raison de la neige, l'AIG a servi, en 2010, quelque 11,8 millions de passagers. Les investissements importants dans l'infrastructure (rénovation du terminal T1+) ont permis à l'AIG d'obtenir en 2010 le prix de l'aéroport le plus efficient d'Europe, décerné par l'Air Transport Research Society (ATRS) dans la catégorie des aéroports de moins de 15 millions de passagers.

Durant cette même année, l'AIG a dégagé un bénéfice de 48,89 millions de francs, dont la moitié a été reversée à l'Etat de Genève. Les ressources de l'AIG lui permettent de financer sa modernisation, notamment la réalisation de la future Aile Est qui doit remplacer les installations actuelles érigées de manière provisoire dans les années 1970, pour l'accueil de gros porteurs. Conformément au programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat, l'AIG a franchi en 2010 les premières étapes de ce chantier.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Approbation du budget 2011 et des comptes 2010 des cliniques de Joli-Mont et de Montana

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2011 et les comptes 2010 des cliniques genevoises de Joli-Mont et de Montana.

Le budget, adopté le 14 mars 2011 par le conseil d'administration des deux cliniques, prévoit une indemnité financière de l'Etat de Genève à hauteur de 17,679 millions de francs permettant de couvrir financièrement l'exploitation des deux établissements.

*Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur du service financier, DARES,
☎ 022 546 88 30.*

Indexation des tarifs pour les travaux effectués par les maîtres ramoneurs officiels

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de modification du [règlement d'application de la loi sur le ramonage et les contrôles spécifiques des émanations de fumée](#), visant à indexer les tarifs applicables aux travaux exécutés par les maîtres ramoneurs officiels.

Le règlement prévoit qu'une indexation peut avoir lieu pour autant que l'indice genevois des prix à la consommation ait fait l'objet d'une variation de 5 points. La dernière indexation globale de ces tarifs remonte au mois de mars 2002. Depuis lors, à fin avril 2011, la variation enregistrée est de 9,9 points. Le seuil exigé étant largement atteint, le Conseil d'Etat a donc décidé de procéder à une indexation.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur du service de la sécurité civile, DIM,
☎ 022 546 58 10.*

Soutien financier au Théâtre du Grütli et à l'association sturmfrei

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de 299'250 francs à l'[Association Théâtre du Grütli](#) pour l'année 2011 et le premier semestre 2012. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la convention de subventionnement liant l'Etat de Genève à l'Association Théâtre du Grütli, pour permettre à cette association d'accomplir sa mission artistique dans un esprit pluridisciplinaire, et dans la perspective de renforcer sa collaboration avec la Haute école de théâtre de Suisse romande (HETSR) et la Haute école d'art et de design – Genève (HEAD).

Le gouvernement a par ailleurs accordé à l'association à but non lucratif [sturmfrei](#) une aide financière d'un montant total de 200'000 francs pour les années 2012 à 2014. Cette aide financière, qui s'inscrit dans le cadre de la convention tripartite entre la Ville de Genève, le canton et l'association sturmfrei, doit permettre à cette compagnie de théâtre pluridisciplinaire d'accomplir son travail artistique, notamment en développant ses collaborations avec des artistes suisses, français et belges, issus du théâtre, de la performance, de la musique et de la danse. L'Etat de Genève entend ainsi encourager la démarche de création « novatrice et

expérimentale » que mène l'association sturmfrei, et qui contribue à la vitalité et la diversité de la scène culturelle genevoise.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Intégration : financement de cours de langue albanaise

Fort du constat que les enfants allophones maîtrisant bien leur langue d'origine ont plus de facilité à s'intégrer et à apprendre le français, le Conseil d'Etat a décidé d'encourager la mise sur pied de cours de langues d'origine par certaines communautés linguistiques disposant de peu de moyens financiers.

La Ligue des enseignants et des parents albanais (LEPA) se verra ainsi allouer une subvention de 60'000 francs pour l'année 2011, afin de proposer des cours d'albanais à quelque 1500 élèves albanophones. Cette démarche permettra également de favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre la population francophone et la population albanophone, forte de quelque 12'000 personnes à Genève.

Il est à relever que cette préoccupation est partagée par plusieurs communes genevoises et ambassades, qui encouragent également l'apprentissage des langues d'origine par le biais d'aides financières.

Pour toute information complémentaire : M. André Castella, délégué à l'intégration, bureau de l'intégration des étrangers, DSPE, ☎ 022 546 74 99 ou 079 215 79 15.

Grand-Saconnex : l'initiative communale « Petite enfance : pour couvrir les besoins des familles » n'a pas abouti

Le Conseil d'Etat a constaté le non-aboutissement de l'initiative communale du Grand-Saconnex intitulée « Petite enfance : pour couvrir les besoins des familles ».

La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative a donné les résultats suivants :



- | | |
|--|------|
| • nombre de signatures annoncées par les déposants : | 1173 |
| • nombre de signatures réellement déposées par les déposants dans le délai légal : | 1173 |
| • nombre des signatures contrôlées, soit le total des signatures déposées : | 1173 |
| • nombre de signatures valables : | 985 |

Conformément à la [constitution de la République et canton de Genève](#) (art. 68B, al. 1, let. c), dans les communes de 5'001 à 30'000 électeurs, l'initiative communale doit être demandée par 10% d'entre eux, mais au moins par 1000 électeurs. Le nombre de signatures valables requis par la constitution n'étant pas atteint, l'initiative n'a donc pas abouti.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté constatant le non-aboutissement de l'initiative dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
17 juin 12h15	Vigne des Nations 2011	Signal de Bernex	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
21 juin 17h00	Les Bains du Rhône : inauguration des plateformes du Rhône à la Jonction	Sentier des Saules (Jonction)	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
24 juin 11h15	Synthèse de la Journée du SITG sur le thème santé et social	Centre médical universitaire (CMU) 1, rue Michel-Servet	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
1 ^{er} juillet 11h00	Labellisation de Port-Choiseul	Port-Choiseul 1290 Versoix	DIM	Leyla Rosatti ☎ 022 546 76 14
25 juillet 11h00	Inauguration de l'annexe de Champ-Dollon	22, ch. de Champ-Dollon 1226 Thônex	DSPE DCTI	Yvette Renard (DSPE) ☎ 022 327 92 06 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
26 juillet 14h00	Energie : ambition solaire pour les bâtiments de l'Etat	<i>à déterminer</i>	DCTI DSPE	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72